

2005-2015 Traité Constitutionnel Européen



C'est toujours NON !

Samedi 9 Mai, 13h30

Veilleur de Pierre, Place Bellecour

Il y a 10 ans, le peuple français disait NON à la Constitution européenne, affirmant son refus d'une Europe supranationale et sa volonté de conserver sa souveraineté dans le cadre national.

Les gouvernements successifs ont bafoué le suffrage universel, Nicolas Sarkozy a volé leur NON aux français, et fait adopter au parlement le Traité malgré la volonté populaire.

Euro, Traité constitutionnel, la voie était libre pour le patronat. Il se sert de l'Union européenne qu'il avait initiée dès les années 30, construite à partir du marché commun, pour aller au bout de leur projet : imposer la concurrence totale entre les salariés, marchandiser tous les aspects de la vie humaine, faire exploser les cadres nationaux construits par les peuples pour imposer reculs sociaux et démocratiques quitte à semer la guerre comme aujourd'hui en Ukraine. Les conséquences sont là : La situation politique nationale et internationale est de jour en jour plus inquiétante.

Partout sur la planète, les impérialistes US et UE portent la guerre. Ils soutiennent les forces fascistes en Ukraine, les crimes colonialistes en Palestine, utilisent les terroristes en Syrie, en Irak, en Afrique et imposent une logique d'affrontement contre la Chine, la Russie, l'Amérique Latine.

Des milliers de migrants fuient la misère et la guerre au péril de leur vie, se heurtant à une Europe forteresse sans pitié qui laisse mourir des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants près de ses côtes.

En France, l'offensive patronale est encouragée par le gouvernement Valls (loi Macron...), tandis que la droite avec Sarkozy, Juppé et Fillon renchérit contre ce qui reste des conquêtes sociales et des services publics, contre la souveraineté nationale, les communes, l'égalité des droits, la laïcité.

Le Front National veut profiter de cette situation pour récupérer et détourner la colère populaire en se faisant passer pour « antisystème ». Mais le FN n'est pas anticapitaliste. C'est un parti fasciste qui prône la loi du plus fort et la concurrence entre les salariés comme entre les peuples. C'est le parti du colonialisme, de la répression contre les travailleurs, du refus de la solidarité envers les plus fragilisés par le chômage et l'exclusion. Les Le Pen, propriétaires du FN, sont de grands possédants et appartiennent aux plus grandes fortunes de France. Ils ne se privent pas au parlement européen de voter les pires mesures de déréglementation contre les travailleurs.

Dans les entreprises, les salariés sont confrontés à la casse de leur emploi et de leur savoir-faire, tandis que les services publics sont affaiblis pour mieux leur substituer le privé chaque fois qu'il y a



de l'argent à faire. Mais dans leur lutte, les travailleurs posent la question d'une autre société. Ainsi les marins de la SNCM s'opposent à la circulaire sur les travailleurs détachés, les ouvriers de Fralib disent haut et fort que l'entreprise leur appartient, les salariés du commerce, de la SNCF, d'Air France s'opposent à la déréglementation et la

libéralisation imposée par cette union du capitalisme européen.

Il y a urgence à résister à cette logique de guerre et de régression des salaires, pensions et revenus de solidarité !

Si le 9 mai est la journée de l'Europe du patronat, c'est aussi les 8 et 9 mai que se célèbre dans de très nombreux pays la victoire des peuples contre le fascisme et la guerre en 1945.

Il y a 10 ans, le peuple de France avait bousculé tous les pronostics avec la victoire du NON au traité constitutionnel européen. UMP, PS et UDI ont refusé de respecter ce vote, et veulent nous enfermer dans une fausse alternative : soit le soutien aux politiques pro-européennes, soit l'extrême droite bleu marine et sa face cachée néo-nazie des identitaires et autres amis de Dieudonné et Soral.

Notre peuple a la force de refuser de nouveau cette impasse, de construire pas à pas un rassemblement populaire de résistance à l'austérité, aux guerres coloniales, au racisme, au fascisme, aux délocalisations, aux privatisations, au traité transatlantique.

En nous appuyant sur les luttes en cours et celles en devenir, nous proposons aux militants et aux organisations communistes, aux syndicats, aux progressistes et patriotes antiracistes et antifascistes, à tous ceux qui s'opposent à cette guerre de classe européenne, qui ont milité pour la victoire du NON au TCE, de faire de ce mois de mai un moment de mobilisation pour la sortie du carcan de l'UE, de l'euro et de l'OTAN jusqu'à un rassemblement national le 30 mai 2015 à Paris.

C'est la meilleure réponse à la crise de ce gouvernement "de gauche" dont le peuple ne veut plus, pour ne pas laisser la place à cette Marine Le Pen qui non seulement ne combat pas le capitalisme mais amène le pire.

Ainsi nous rendrons visible la capacité populaire de résistance et clamerons qu'il faut briser ce carcan des peuples qu'est l'UE pour une perspective progressiste de souveraineté nationale et populaire, de coopération internationale, de progrès social et d'émancipation populaire, dans l'esprit du programme du Conseil National de la Résistance « Les Jours heureux ».

Inscription pour un voyage à Paris le 30 Mai 2015 contact@lepcf.fr